

**SAMIR AMIN**

## **L' IDEOLOGIE LIBERALE EXACERBEE ET LE DESASTRE AFRICAIN**

### **La modernité exacerbée du discours libéral contemporain et la dérive états-unienne**

1. L'idéologie du libéralisme mondialisé est fondée sur un concept appauvri et exacerbé de la modernité qui se résume dans les quelques propositions suivantes :

(i) L'efficacité sociale est confondue avec l'efficacité économique et celle-ci avec la rentabilité financière du capital. Ces réductions en chaîne traduisent la dominance de l'économique, propre au capitalisme.

(ii) Le déploiement du marché généralisé (le moins régulé possible) et celui de la démocratie sont décrétés complémentaires l'un de l'autre. La question du conflit entre les intérêts sociaux qui s'expriment par leurs interventions sur le marché et ceux qui donnent son sens et sa portée à la démocratie politique n'est pas même posée.

(iii) Le pays apparemment le plus « développé », celui dans lequel effectivement la politique est conçue et pratiquée tout entière au service exclusif de l'économie (du capital en fait) – les Etats Unis évidemment – est le meilleur modèle pour « tous ». Ses institutions et ses pratiques doivent être imitées par tous ceux qui espèrent être présents sur la scène mondiale.

(iv) Il n'y aurait pas d'alternative au modèle proposé, fondé sur les postulats économicistes, l'identité marché/démocratie et la réduction du politique au service de l'économie, l'option socialiste, tentée en Union soviétique et en Chine, ayant démontré qu'elle était à la fois inefficace en termes économiques et anti-démocratique au plan politique.

2. Il s'agit là d'une véritable dérive. Car dans son déploiement en deux temps – la philosophie bourgeoise des Lumières puis son dépassement critique par les idéologies du socialisme, le marxisme en particulier – la modernité s'affirmait à la fois contradictoire et inachevée. Le libéralisme mondialisé ignore le fait que, sous les contraintes limitantes du capitalisme, la modernité promet beaucoup plus qu'elle ne peut produire et génère de ce fait des espoirs inassouvis. Les peuples contemporains sont donc confrontés aux défis que constituent le capitalisme et la modernité réellement existants.

La dérive est définie précisément par l'abandon de la dualité économie / politique à laquelle est substitué un concept unilatéral d'économie « sans politique ».

Les conditions propres à la formation historique de la société nord américaine prédisposaient à cette dérive, à laquelle l'Europe avait plus ou moins résisté jusqu'ici.

La culture politique est le produit de l'histoire envisagée dans sa longue durée, laquelle est toujours, bien entendu, propre à chaque pays. Celle des Etats Unis est sur ce plan, marquée par des spécificités qui tranchent avec celles qui caractérisent l'histoire sur le continent européen : la fondation de la Nouvelle Angleterre par des sectes protestantes extrémistes, le génocide des Indiens, l'esclavage des Noirs, le déploiement de « communautarismes » associés à la succession des vagues de migrations du XIXe siècle.

La Réforme, comme on le sait, a été associée à la naissance du capitalisme dans une relation de cause à effet interprétée de manières fort différentes dans la pensée sociale moderne. On connaît la version popularisée de la thèse de Max Weber, devenue célèbre et certainement dominante dans le monde anglo-saxon et protestant, selon laquelle la Réforme aurait permis le capitalisme. Thèse venue en contrepoint – voulu je crois – de celle de Marx qui lit la Réforme comme un effet des transformations occasionnées par la formation du capitalisme. D'où la variété des protestantismes, selon que s'exprime à travers eux la protestation de classes populaires victimes du capitalisme naissant, ou des stratégies de classes dominantes.

Il y a eu une « réforme des classes dominantes », qui s'est soldée par la création d'Eglises nationales (Anglicane, Luthérienne) contrôlées par ces classes et mettant en œuvre le compromis entre la bourgeoisie émergente, la monarchie et la grande propriété rurale, écartant la menace des classes populaires et de la paysannerie mises en coupe réglée. Le recul de l'idée catholique d'universalité que manifeste l'institution d'Eglises nationales a rempli une seule fonction : asseoir davantage la monarchie, renforcer son rôle d'arbitre entre les forces de l'ancien Régime et celles représentées par la bourgeoisie montante, renforcer leur nationalisme et retarder la progression des formes nouvelles de l'universalisme que l'internationalisme socialiste proposerait plus tard.

Mais il y a eu également des mouvements réformateurs qui se sont emparés des couches populaires victimes des transformations sociales occasionnées par l'émergence du capitalisme. Ces mouvements qui ont reproduit des formes anciennes de lutte – celles des millénarismes du Moyen Age – n'étaient pas en avance sur leur temps, mais en retard par rapport à ses exigences. Il a donc fallu attendre la Révolution française – avec ses mobilisations populaires laïques et démocratiques radicales – puis le socialisme pour que les classes dominées apprennent à s'exprimer avec efficacité dans les conditions nouvelles.

Les sectes protestantes qui se sont trouvées dans l'obligation d'émigrer de l'Angleterre du XVIIe siècle avaient développé une interprétation fort particulière du christianisme, que ne partagent ni les Catholiques et les Orthodoxes, ni même – du moins au même degré d'extrémisme – la majorité des Protestants européens, y compris bien entendu les Anglicans, dominants dans les classes dirigeantes de l'Angleterre. La Réforme dans son ensemble rétablissait l'Ancien Testament que le Catholicisme et l'Orthodoxie avaient marginalisé dans une interprétation du Christianisme non comme faisant suite au judaïsme, mais comme rupture avec celui-ci. Je renvoie ici à ce que j'ai écrit ailleurs sur le sujet des spécificités réelles ou prétendues du Christianisme, de l'Islam et du Judaïsme. L'usage, devenu courant, du qualificatif de « judéo-chrétien », popularisé par l'expansion du discours américain-protestant, témoigne de ce renversement dans la vision des rapports entre ces deux religions monothéistes, auquel les Catholiques (mais pas les Orthodoxes) se sont ralliés sans grande conviction, mais plutôt par opportunisme politique. Ces sectes se sont nourries d'illusions de type fondamentaliste. Elles ont créé un terrain favorable à la reproduction sans fin de « sectes » à vision apocalyptique, comme on les voit fleurir aux Etats Unis.

Les fragments d'idéologies et les systèmes de valeurs qui s'expriment sur ce terrain du religieux gardent toutes les marques de formes primitives de réactions au défi capitaliste. La Renaissance

avait été plus loin par certains de ses aspects (Macchiavel en est l'un de témoins les plus éloquentes). Or la Renaissance se déploie en terrain catholique (l'Italie). Et la gestion de certaines villes italiennes comme de véritables sociétés commerciales dirigées par le syndicat des actionnaires les plus riches (Venise en est le prototype) établit un rapport avec les formes premières du capitalisme plus franc encore que ne le sera le rapport protestantisme/capitalisme. Plus tard les Lumières qui se déploient dans des pays catholiques (la France) comme dans d'autres protestants (l'Angleterre, les Pays Bas et l'Allemagne) se situent plus dans la tradition laïque de la Renaissance que dans celle de la réforme religieuse. Enfin la Révolution française, par son caractère radical, donne à la laïcité sa pleine vigueur, quittant délibérément le terrain des réinterprétations religieuses pour se situer sur celui de la politique moderne, qui est largement le produit de son invention.

Or la forme particulière du protestantisme implantée en Nouvelle Angleterre va être appelée à marquer l'idéologie américaine d'une empreinte forte jusqu'à nos jours. Car elle sera le moyen par lequel la nouvelle société américaine partira à la conquête du continent, légitimant celle-ci dans des termes puisés dans la Bible (la conquête violente par Israël de la terre promise, thème répété à satiété dans le discours nord américain). Par la suite les Etats Unis étendront à la planète entière leur projet de réaliser l'œuvre que « Dieu » leur a ordonné d'accomplir. Car le peuple des Etats Unis se vit comme le « peuple élu » - synonyme dans les faits de *Herrenvolk*, pour reprendre la terminologie nazie parallèle. Nous en sommes bien là aujourd'hui.

Les vagues successives d'immigration ont également joué leur rôle dans le renforcement de l'idéologie américaine. Les immigrants ne sont certainement pas responsables de la misère et de l'oppression qui sont à l'origine de leur départ. Ils en sont au contraire les victimes. Mais les circonstances – c'est à dire leur émigration – les conduisent à renoncer à la lutte collective pour changer les conditions communes à leurs classes ou groupes dans leur propre pays, au profit d'une adhésion à l'idéologie de la réussite individuelle dans le pays d'accueil. Cette adhésion est encouragée par le système américain dont elle fait l'affaire à la perfection. Elle retarde la prise de conscience de classe, qui, à peine a-t-elle commencé à mûrir, doit faire face à une nouvelle vague d'immigrants qui en fait avorter la cristallisation politique. Mais simultanément la migration encourage la « communautarisation » de la société américaine. Car le « succès individuel » n'exclut pas l'insertion forte dans une communauté d'origine (les Irlandais, les Italiens etc.), sans laquelle l'isolement individuel risquerait d'être insupportable. Or ici encore le renforcement de cette dimension de l'identité – que le système américain récupère et flatte – se fait au détriment de la conscience de classe et de la formation du citoyen.

Alors qu'à Paris le peuple s'apprêtait à partir « à l'assaut du ciel » (je fais ici référence à la Commune de 1871), aux Etats Unis les gangs constituées par les générations successives d'immigrants pauvres (irlandais, italiens etc.) s'entre-tuaient, manipulés avec un cynisme parfait par les classes dominantes.

Aux Etats Unis il n'y a pas de parti ouvrier, il n'y en a jamais eu. Les syndicats ouvriers, puissants, sont « apolitiques ». Ils le sont dans tous les sens du terme, n'ayant ni référence à un parti qui leur serait proche par nature, ni été capables de se substituer à son absence en produisant eux mêmes une idéologie socialiste. Ils partagent avec toute la société l'idéologie libérale qui

domine sans rivale. Ils se battent sur des terrains limités et précis de revendications qui ne remettent pas en cause le libéralisme. En un sens ils sont « post modernistes », l'ont toujours été.

Les idéologies communautaires ne pouvaient pas constituer un substitut à l'absence d'une idéologie socialiste de la classe ouvrière. Même pour la plus radicale parmi celles-ci, celle de la communauté noire. Car par définition le communautarisme s'inscrit dans le cadre du racisme généralisé qu'il combat sur son propre terrain, sans plus.

Le résultat est que la société américaine méprise l'égalité. L'inégalité extrême n'est pas seulement tolérée, elle est prisée comme symbole de la « réussite » que la liberté promet. Or liberté sans égalité égale sauvagerie. La violence sous toutes ses formes que cette idéologie unilatérale produit n'est pas le fruit du hasard et n'est en aucune manière un motif de radicalisation, bien au contraire. La culture dominante dans les sociétés européennes avait jusqu'à présent combiné avec moins de déséquilibre les valeurs de liberté et d'égalité ; cette combinaison constituait d'ailleurs le fondement du compromis historique de la social démocratie. Il reste que malheureusement l'évolution de l'Europe contemporaine tend à rapprocher la société et la culture de ce continent de celles des Etats Unis, érigées en modèles et objets d'une admiration peu critique envahissante.

L'un des aspects les plus négligés dans l'analyse des différences qui opposent les idéologies « européennes » (dans leur diversité) à l'idéologie américaine concerne l'impact de la Philosophie des Lumières dans leur formation respective.

Comme on le sait la Philosophie des Lumières est l'élément de démarrage décisif dans la constitution des cultures et des idéologies de l'Europe moderne, au point que son impact soit demeuré majeur jusqu'à nos jours. C'est vrai non seulement pour les centres précoces du capitalisme en formation, qu'ils soient catholiques (France) ou protestants (Angleterre et Pays Bas), mais tout autant pour l'Allemagne et même la Russie. Par contre la Philosophie des Lumières n'a eu qu'un impact marginal aux Etats Unis, n'ayant en fait intéressé qu'une frange « aristocratique » (et esclavagiste !) représentée à la perfection par Jefferson, Madison et quelques autres, la Nouvelle Angleterre des sectes demeurant imperméable à son esprit critique. Sa culture dominante est plus proche des Sorcières de Salem que des Lumières « impies ».

Ce qui en est résulté, s'affermissant au fur et à mesure que se renforçait la bourgeoisie « yankee » issue d'abord de la Nouvelle Angleterre, c'est une substitution simple, et fautive : que la « Science » - (entendez les Sciences dures – la Physique) - commande le devenir de la société. C'est sans doute l'une des opinions communes les plus partagées aux Etats Unis, depuis plus d'un siècle, à la fois dans les classes dominantes et, par répercussion, dans le peuple.

J'explique, à partir de cette substitution, quelques uns des traits saillants de l'idéologie américaine. D'abord l'insignifiance de sa philosophie, réduite à la version la plus misérable de l'empirisme. Ensuite sa recherche éperdue de réduire les sciences de l'être humain et de la société à des sciences « pures » (et « dures ») : l'économie « pure » substituée à l'économie politique, la « science des gènes » à l'anthropologie et à la sociologie. Cette dernière dérive rapproche beaucoup, hélas, l'idéologie américaine contemporaine de celle que les Nazis avaient promue et a trouvé sans doute un terrain facilité par le racisme profond produit par l'histoire des Etats Unis. Autre dérive qui résulte de cette vision de la « Science » : l'attraction pour des constructions

cosmologiques (le « Big Bang » en est l'expression la plus populaire). Les Lumières avaient fait comprendre que la Physique est la science des « parcelles de l'univers choisies comme terrains de la recherche », pas la science de l'Univers dans sa totalité, qui est un concept métaphysique, donc non scientifique. La pensée américaine est, sur ce terrain, plus proche de la vision prémoderne (pour ne pas dire moyen âgeuse) préoccupée avant tout de concilier Foi et Raison que de la tradition scientifique moderne. Cette dérive – en arrière – convenait bien aux sectataires du protestantisme de la Nouvelle Angleterre comme à la société baignant dans la religiosité diffuse qu'elle a produite.

La combinaison propre à la formation historique de la société des Etats Unis – idéologie religieuse « biblique » dominante et absence de parti ouvrier – a produit finalement une situation encore sans pareille, celle d'un parti de facto unique, le parti du capital.

Les deux segments qui constituent ce parti unique partagent le même libéralisme fondamental. L'un et l'autre s'adressent à la seule minorité – 40 % de l'électorat – qui « participe » à ce type de vie démocratique tronquée impuissante qu'on leur offre. Chacun d'eux a sa clientèle propre - dans les classes moyennes, puisque les classes populaires ne votent pas – et y a adapté son langage. Chacun d'eux cristallise en son sein un conglomérat d'intérêts capitalistes segmentaires (les « lobbies ») ou de soutiens « communautaires ».

La démocratie américaine constitue aujourd'hui le modèle avancé de ce que j'appelle « la démocratie de basse intensité ». Son fonctionnement est fondé sur une séparation totale entre la gestion de la vie politique, assise sur la pratique de la démocratie électorale, et celle de la vie économique, commandée par les lois de l'accumulation du capital. Qui plus est cette séparation n'est pas l'objet d'un questionnement radical, mais fait plutôt partie de ce qu'on appelle le consensus général. Or cette séparation annihile tout le potentiel créateur de la démocratie politique. Elle castre les institutions représentatives (parlements et autres), rendues impuissantes face au « marché » dont elles acceptent les diktats. Voter démocrate, voter républicain ; cela n'a aucune importance puisque votre avenir ne dépend pas de votre choix électoral mais des aléas du marché.

L'Etat américain est, de ce fait, au service exclusif de l'économie (c'est à dire du capital dont il est le fidèle serviteur exclusif, sans avoir à se soucier d'autres intérêts sociaux). Il peut l'être parce que la formation historique de la société américaine a bloqué – dans les classes populaires – la maturation d'une conscience politique de classe.

**3.** La modernité exacerbée dans les formes du libéralisme sans contraintes décrite dans les paragraphes précédents est à l'origine d'un conflit idéologique grandissant au sein de l'aire culturelle « occidentale » dont l'expression la plus aigüe oppose dans le moment actuel l'Europe aux Etats Unis.

Les développements précédents ont permis de repérer l'origine de la différence qui paraît encore visible aujourd'hui entre la société et la culture américaines d'une part, celles de l'Europe d'autre part. Le fonctionnement et les intérêts du capital dominant aux Etats Unis et en Europe ne sont probablement pas aussi différents qu'on le suggère parfois (par l'opposition bien connue du « capitalisme anglo-saxon » et du « capitalisme rhénan »). La conjonction de leurs intérêts explique sans doute la solidité de la « triade » (Etats Unis-Europe-Japon). Mais les jugements de

la société, les projets sociétaux qui hantent les esprits, même d'une manière implicite, sont passablement différents. Aux Etats Unis la valeur liberté occupe seule tout le terrain sans que cela ne fasse problème. En Europe celle-ci est sans arrêt contrebalancée par un attachement à la valeur égalité avec laquelle elle doit composer.

Il reste que l'alignement des segments dominants du capital transnationalisé européen sur le libéralisme sans contraintes menace l'Europe qui n'est pas à l'abri d'une dérive appauvrissante de même nature. Avec le ralliement libéral de ses partis socialistes et la crise du monde du travail elle y est déjà bel et bien engagée. Mais l'Europe pourrait l'éviter. Car l'Etat a été en Europe (et peut redevenir) le point de passage obligé de la confrontation des intérêts sociaux, et, à partir de là favoriser les compromis historiques qui donnent un sens et une portée réelle à la pratique démocratique. Si l'Etat n'est pas contraint de remplir cette fonction par les luttes de classes et des luttes politiques qui gardent leur autonomie vis à vis des logiques exclusives de l'accumulation du capital, alors la démocratie devient une pratique dérisoire, ce qu'elle est aux Etats Unis.

L'idéologie américaine est un libéralisme sans contraintes déguisé en fondamentalisme para religieux et emballé dans une rhétorique « démocratique » insipide . Cette idéologie remplit les fonctions que le pouvoir attend d'elle. Car bien entendu l'idéologie américaine en question n'est pas la cause de l'expansion impérialiste des Etats Unis. Celle-ci obéit à la logique de l'accumulation du capital, dont elle sert les intérêts (tout à fait matériels). Mais cette idéologie convient à merveille. Elle brouille les cartes.

Aujourd'hui les Etats Unis sont gouvernés par une junte de criminels de guerre, parvenue au pouvoir par un quasi coup d'état, après des élections douteuses ( mais Hitler avait bien été élu!). A la suite de son « incendie du Reichstag » (le 11 septembre) cette junte a donné à sa police des pouvoirs semblables à ceux dont la Gestapo avait été dotée. La junte a son Mein Kampf (The National Security Strategy of the United States – 2002) , ses organisations de masse (la Société des Patriotes) et ses prédicateurs . Il faut avoir le courage de dire toutes ces vérités , et cesser de se les cacher derrière la phrase désormais insipide et dérisoire "nos amis américains"

L'objectif avoué de la nouvelle stratégie hégémoniste des Etats Unis est de ne tolérer l'existence d'aucune puissance capable de résister aux injonctions de Washington, et pour cela de chercher à démanteler tous les pays jugés « trop grands », comme de créer le maximum d'Etats croupions, proies faciles pour l'établissement de bases américaines assurant leur « protection ». Un seul Etat a le droit d'être « grand », les Etats Unis, au dire de leurs trois derniers Présidents (Bush Senior, Clinton, Bush junior).

L'hégémonisme des Etats Unis repose donc en définitive plus sur la surdimension de leur puissance militaire que sur les « avantages » de leur système économique. Ils peuvent donc se poser en leader incontesté de la triade en faisant de leur puissance militaire le « poing visible » chargé d'imposer l'ordre impérialiste nouveau aux récalcitrants éventuels.

Encouragée par ces succès l'extrême droite américaine est parvenue à prendre les rênes du pouvoir à Washington. Désormais le choix est clair : accepter l'hégémonisme des Etats Unis et le virus libéral renforcé, réduit alors au principe exclusif « faire de l'argent » (make money), ou rejeter l'un et l'autre. La première alternative donne à Washington la responsabilité majeure pour

« refaçonner » le monde à l'image du Texas. La seconde est la seule qui puisse contribuer à reconstruire un monde pluriel, démocratique et pacifié.

L'idéologie européenne suivra-t-elle l'exemple de cette dérive, fût-ce sans déguisement para religieux ?

Le libéralisme exacerbé, conjugué à l'assaut militariste des Etats Unis, s'articule alors avec des dérives complémentaires – en dépit de leur opposition apparente- qui frappent les périphéries du système. Ces dérives prennent des formes diverses, entre autre celles de fondamentalismes parareligieux ( l'Islam politique ou le "hindutva") parallèles au fondamentalisme para religieux américain, ou encore celles de régressions ethnocistes dont j' examine dans ce qui suit l'exemple africain.

### **La dérive ethnociste en Afrique : l'exemple de l' Ethiopie**

1. Les réactions de dérive des victimes de l'expansion capitaliste face au défi que constitue alors la modernité prennent des formes diverses. L' ethnocisme en est une, particulièrement ravageuse en Afrique, mais non exclusivement dans cette région, comme on le voit par les exemples de l' Europe orientale.

La modernité triomphante produite par le flux de la libération nationale des années 1950 et 60 s' était investie dans un projet de construction nationale transethnique, tant dans les Etats qui acceptaient la soumission aux exigences de l'impérialisme néo-colonial que dans ceux qui aspiraient à s'en libérer par le « socialisme » ( en fait des formules nationales populistes) . Le reflux a remis en question la légitimité des pouvoirs issus de la libération nationale . Les classes dirigeantes aux abois ont alors le plus souvent cherché à reconstruire une légitimité nouvelle sur la base de l'ethnicité ( ou de la religion) . Les classes populaires urbaines et les paysanneries avaient vécu leur « spécificité ethnique » sans conflit avec leur adhésion au projet national tant que celui-ci, dans son déploiement permettait l'espoir de mieux être .Ce ne sont pas les peuples mais les classes dirigeantes qui ont remis à l'honneur l' »authenticité ethnique » . Le poisson pourrit par la tête, dit-on en Afrique.

Les exemples de ce modèle de dérive ne manquent pas . Dernier en date, la Cote d' Ivoire, jadis saluée comme modèle triomphant de la modernité capitaliste .

Si je choisis ici le cas de l' Ethiopie c' est parce qu'il me paraît par beaucoup d'aspects exemplaire . L' Ethiopie historique vivait dans un système de la famille féodale, originaire du Nord du pays puis étendu dans des formes particulières aux régions méridionales conquises au XIX ième siècle par Ménélik . Elle a connu par la suite deux formes de modernisation, la première franchement capitaliste mise en œuvre par l' Empereur Hailé Selassié, la seconde nationale populiste sous la conduite du Derg et de Hailé Mariam Mengistu . L'épuisement successif de ces deux expériences de modernité est à l'origine de la dérive ethnociste promue par les classes dirigeantes au pouvoir à Addis Abeba.

2. Au cours de la période de « restauration impériale » qui a suivi la libération du pays (1942) jusqu'à la chute de l'Empire (1975), l'Ethiopie a fait l'objet de politiques systématiques

de « modernisation » par son intégration dans le capitalisme mondial, promues par le pouvoir et sa classe dirigeante.

Dans ce cadre les membres de la classe dirigeante (généralement les « bonnes familles » de l'aristocratie, dont les enfants ont été en partie au moins éduqués pour occuper les meilleures positions dans l'Etat modernisé ; mais aussi des « parvenus » - enrichis dans le commerce) se sont emparés, avec la complicité des autorités, de lots de terres agricoles importants parmi les meilleures. Ils y ont développé des productions exclusivement marchandes (pour l'exportation et le nouveau marché urbain en expansion), et ont eu recours à une diversité de moyens d'exploiter la main d'œuvre (salarier en partie, mais surtout fermages). De surcroît tous les moyens affectés par l'Etat au « développement agricole », qu'il s'agisse de crédits bancaires ou de subventions (pour les équipements importés), ont été exclusivement dirigés vers cette petite minorité de bénéficiaires du nouveau capitalisme agraire. Les travaux d'infrastructure de desserte (routes) ont également privilégié les régions concernées par cette expansion.

Rien – ou à peu près – n'a été fait pour le reste du pays rural, condamné de ce fait, à végéter. Mais on ne signale encore aucun « mouvement » paysan de révoltes, de protestation ou de revendications, sinon des explosions très localisées, sporadiques, comme il en avait toujours eu dans l'histoire ancienne du pays. Dans les régions touchées par la modernisation les paysans n'étaient donc que les « objets » passifs de la transformation sociale, non les « sujets » actifs de celle-ci.

La paupérisation produite par ce modèle de développement – en dépit des « succès » que traduisent les taux de croissance des productions d'exportation – a pris, avec les années 1970 de sécheresse et de famines – des allures dramatiques. Mais ce n'est pas le monde rural frappé qui a fait tomber la monarchie : c'est une révolte de l'armée (en guerre prolongée en Erythrée) et des élites urbaines radicalisées (les étudiants en particulier).

Le nouveau régime (le Derg – de 1975 à 1991) a procédé à une réforme agraire radicale, supprimant d'un trait de plume la presque totalité des formes médiévales d'exploitation de la paysannerie, mettant en place de ce fait une gigantesque « petite paysannerie » libre de petits propriétaires/exploitants familiaux. La réforme n'a pas été le produit d'un mouvement paysan, mais octroyée par la nouvelle classe politique dirigeante issue de segments de la petite bourgeoisie et des intellectuels urbains radicalisés, se revendiquant de ce fait du socialisme et même de sa version « marxiste léniniste ». Elle n'en a pas moins été très bien reçue par les paysans.

Le bilan de la période est mixte. Côté positif : des efforts (modestes mais réels) pour améliorer l'accès des paysans au crédit et aux facilités d'écoulement de leurs productions, des routes, et surtout des écoles et des centres de santé. On observe également des signes de naissance d'une conscience politique des masses rurales, produite par le complexe de soutiens et de conflits entre celles-ci et les administrations chargées de leur encadrement, qui ont pris la relève des anciennes aristocraties et de l'Eglise. Côté négatif : la bureaucratisation croissante de l'encadrement administratif des villages (et avec elle la corruption), des projets vagues et désordonnés de « coopératives », sans grande suite, mais surtout la ponction que le recrutement pour l'armée représentait.



3. La crise de ce système est toute entière le produit de conflits qui se sont développés à l'intérieur de la nouvelle classe dirigeante « étatiste-socialiste ».

Par delà la diversité des raisons de ces conflits et des formes de leur expression, on doit noter la dérive majeure à laquelle ils ont finalement conduit. Le « pouvoir » s'affirmait « pan éthiopien », refusant de faire une quelconque référence à la diversité des « ethnies » qui constituent la nation éthiopienne. La force d'opposition majeure, qui a « pris le maquis » (EPRP) et fait alliance avec le front de libération de l'Erythrée dans la conduite de la guerre civile, a opté pour une vision « plurinationale fédérative » de son projet d'une Ethiopie nouvelle (amputée de l'Erythrée).

La dérive a entraîné un déplacement du thème central des débats au sein de la classe politique radicalisée. La préoccupation centrale des différents segments de cette classe tournait autour de la question : comment construire une alliance nationale populaire associant travailleurs urbains (qualifiés rapidement de « prolétariat »), paysanneries et intellectuels « révolutionnaires » ? Les réponses, claires ou confuses, les propositions de stratégies et de tactiques, les moyens définis pour atteindre les objectifs, les luttes pour le pouvoir qui pouvaient être cachées derrière les argumentations des uns et des autres, s'articulaient toutes autour de la question centrale de « l'unité populaire ». La guerre civile lui a substitué une nouvelle question : la question « ethnique ». A noter que l'adhésion à l'ethnicité reste le fait exclusif de fractions des classes moyennes urbaines, qui parfois ont pris l'initiative de créer des « mouvements de libération » (oromo et autres). Dans les campagnes aucune force organisée ou spontanée ne se revendique de ces mouvements « ethniques ».

La nouvelle constitution – « fédérale » - et les dispositions curieuses et peu démocratiques qui la caractérisent (droits de vote réservés exclusivement aux « ethnies » dites majoritaires dans chacune des régions entre lesquelles le pays a été partagé), envenimeront-elles les relations entre les « ethnies » dans les masses populaires ? Jusqu'à présent, fort heureusement, cela n'est pas le cas. La dérive façon yougoslave a donc été évitée.

## **BIBLIOGRAPHIE**

- Manuel Castells, *La société en réseau*, Fayard 1958.  
Francis Fukuyama, *The end of history*, Washington 1989.  
Michael Hardt et Antoni Negri, *Empire*, Exils 2000.  
Samuel Huntington, *The Clash of civilizations*, New York 1996.  
Eustache Kouvélakis, *Philosophie et révolution*, Actuel Marx, PUF 2003.  
François Lurçat, *L'autorité de la Science*, Cerf 1995.  
John Rawls, *Théorie de la justice*, Seuil 1993.  
Jeremy Rifkin, *La fin du travail*, La Découverte 1996.  
Alain Tourraine, *Critique de la modernité*, Seuil 1994.  
Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Flammarion 2002.  
Chen Yan, *L'éveil de la Chine*, L'aube 2002.

Lectures associées : Ce texte s'articule sur d'autres écrits de l'auteur :

*Critique de l'air du temps*, L'Harmattan 1997 ; notamment chapitre 6 (post modernisme ou utopie néo-libérale déguisée) et 8 (l'économie pure ou la sorcellerie du monde contemporain).

*Marx et la démocratie*, La Pensée, Octobre-Décembre 2001.  
*Judaïsme, Christianisme, Islam*, Social Compass, Vol 46 N° 4, 1999.  
*Les dimensions destructives de l'accumulation du capital*, Alternatives Sud, Vol III, N° 2, 1996.  
*Au delà du capitalisme sénile, pour un XXIe siècle non américain*, PUF, 2002, notamment les sections consacrées à Marx et Keynes et les annexes I (les défis de la modernité), II (capitalisme imaginaire et capitalisme réellement existant), IV (le paradigme du développement), V (le culturalisme) et VII (diversité héritée et diversité dans la construction de l'avenir).  
*Le virus libéral*, Le Temps des Cerises, 2003.  
*The American ideology*, Ahran Weekly N° 638, Mai 2003, Le Caire.  
*L'ethnie à l'assaut des Nations, Yougoslavie, Ethiopie*, L'Harmattan 1994.  
Samir Amin et Ali El Kenz, *Le Monde arabe, enjeux sociaux et perspectives méditerranéennes*, L'Harmattan 2003.